

**47^{EME} EDITION DE LA FETE
DE LA JEUNESSE**

**MESSAGE DU CHEF DE L'ETAT
A LA JEUNESSE**

Yaoundé, le 10 février 2013

Chers jeunes compatriotes,

A l'occasion de la Fête de la Jeunesse, j'ai coutume de faire devant vous un bilan de ce que le Gouvernement a accompli pour vous dans les domaines de l'éducation, de la jeunesse et de la formation civique et de vous faire part de nos projets pour le proche avenir.

Le thème choisi cette année pour votre fête : « *Jeunesse, responsabilité civique et participation au processus de développement* », fonde le message d'espoir que je désire vous adresser, particulièrement à ceux qui connaissent le doute, le désenchantement et qui cessent peut-être de croire en leur avenir.

Je m'adresserai d'abord à la jeunesse « encadrée », c'est-à-dire à celle qui fréquente l'école, le collège, le lycée, l'université ou les grandes écoles. Pour ceux-là, l'Etat et leurs parents consentent de grands sacrifices. Les budgets des départements ministériels concernés comptent parmi les plus importants de la République. Grâce à ces dotations, qui représentent plus de 15 % du budget global, des établissements ont pu être construits, des enseignants recrutés et la gratuité appliquée dans le primaire. Ces jeunes doivent être conscients des efforts qui sont faits pour eux par la communauté nationale et de l'obligation de réussite qui en découle.

Certes, la possession d'un diplôme ne garantit toujours pas l'accès à l'emploi. Mais, là aussi, l'Etat intervient dans toute la mesure du possible en intégrant un grand nombre de jeunes diplômés dans la fonction publique et dans les services de sécurité.

Mais je désire aussi parler directement aux jeunes qui ne vont pas à l'école, à ceux qui sont sortis prématurément du système scolaire et aux diplômés qui n'ont pas encore trouvé d'emplois et qui désespèrent d'en trouver. Dans le meilleur des cas, ils exercent une certaine activité dans l'informel, souvent en deçà de leurs capacités. D'autres n'ont pas cette chance et croupissent dans l'oisiveté ou le vagabondage, avant de verser parfois dans la délinquance. Ceux qui ont un emploi, qu'ils soient pousseurs, chargeurs, tâcherons dans les chantiers, conducteurs de moto-taxis, etc., peuvent en vouloir à la société. Je peux aussi comprendre qu'ils soient tentés par la fronde. Mais là ne serait pas la bonne réponse, l'expérience montrant que celle-ci aggrave les problèmes sans apporter de solution.

Je me tournerai maintenant vers les enseignants – dont au demeurant bon nombre font partie de la jeunesse – auxquels nous avons confié nos enfants pour qu'ils leur transmettent les savoirs indispensables à leur insertion dans la société et qu'ils les préparent à une citoyenneté responsable. Ceux qui exercent ce que l'on considérerait il n'y a pas si longtemps comme une vocation plutôt qu'un métier, sont – je ne l'ignore pas – parfois saisis par le découragement. Le niveau des rémunérations, les conditions de vie, surtout dans les zones rurales, ou la dégradation de la fonction enseignante, y sont pour beaucoup.

Certes, le Cameroun n'est pas seul à connaître ce genre de problèmes et il est vrai que la société moderne a bouleversé le système de valeurs auquel nous étions habitués. Mais il ne servirait à rien de se retrancher derrière une hypothétique « crise de civilisation » pour chercher des explications ou des excuses. Nous devons assumer nos faiblesses pour trouver des solutions.

Aux premiers, c'est-à-dire aux jeunes scolarisés, aux diplômés, je dirai qu'en ce qui les concerne, les perspectives devraient dans les toutes prochaines années devenir plus favorables. Les progrès de notre économie, stimulée par la mise en œuvre de nos grands projets et de notre révolution agricole, se traduiront inmanquablement par de nouvelles opportunités d'emploi. Tenez par exemple : pour l'année 2013, 200.000 emplois seront créés dans le secteur formel. C'est pour notre jeunesse un encouragement à étudier sérieusement pour aborder, dans les meilleures conditions possibles, la compétition qui sera rude.

Aux seconds qui, par la force des choses, se sont trouvés marginalisés, je souhaite qu'ils sachent que j'apprécie le courage qu'ils ont eu en acceptant des tâches, souvent pénibles, pour faire vivre leurs familles. Plutôt que de les regarder de haut, l'on devrait leur reconnaître un rôle social dont l'utilité est incontestable.

Prenons, par exemple, le cas des conducteurs de moto-taxis.

Je sais que cette profession n'a pas toujours bonne réputation en raison de quelques « brebis galeuses » qui s'y sont introduites. Mais la majorité de ces jeunes cherchent tout simplement à gagner leur vie. N'est-on pas heureux de la possibilité offerte d'atteindre rapidement et à moindre coût des destinations difficiles d'accès ? Pour éviter certains comportements qui sont à déplorer, il conviendrait sans aucun doute d'organiser la profession et de prévoir à leur intention des stages de

formation concernant à la fois le code de la route, notamment le port du casque, et la technique des véhicules à deux roues.

A première vue, le Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique, en liaison avec le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, me paraît tout indiqué pour organiser ce genre de stage, soit à travers les organismes existants pour la promotion socio-économique des jeunes, soit par la création de nouvelles structures. D'ores et déjà, je demande à ces départements ministériels de me faire des propositions allant dans ce sens.

Ce que je viens de dire vaut également pour les autres activités de l'informel. L'expérience des groupes associatifs et des organisations non gouvernementales dans le domaine de l'encadrement et de l'accompagnement des métiers de l'informel mériterait sans doute d'être explorée sérieusement pour être valorisée.

Aux enseignants, je veux dire à nouveau toute mon estime et ma compréhension. Ils occupent une place centrale dans la formation de notre jeunesse. C'est pourquoi il est indispensable qu'ils retrouvent le « feu sacré ». Ceci pourrait être obtenu de deux façons : d'abord, ainsi que je l'avais dit l'an dernier à la même occasion, en engageant une réflexion d'ensemble sur l'avenir de notre système éducatif dont l'un des objectifs devrait être de réhabiliter la fonction enseignante ; ensuite en poursuivant le dialogue sur leurs revendications, y compris salariales, dans un esprit ouvert. Le secteur de l'éducation et de la formation constitue, vous le savez, l'une des priorités de mon action. Les choses iront progressivement en s'améliorant, dans un véritable partenariat entre les enseignants et leurs autorités de tutelle.

Il serait paradoxal qu'au Cameroun, on ne donne pas à la fonction enseignante la place qui lui revient alors que l'Institut Africain pour les Sciences Mathématiques s'apprête à implanter dans notre pays un Centre d'Excellence destiné à renforcer les capacités de notre communauté scientifique. Ce geste de confiance d'une haute institution du savoir doit non seulement consolider notre propre confiance en nous-mêmes mais aussi encourager nos jeunes à faire le choix des études scientifiques et techniques pour lesquelles ils sont naturellement doués.

Je voudrais enfin aborder un sujet qui me tient à cœur et sur lequel j'ai souvent appelé votre attention. Le niveau de moralité de notre jeunesse se dégrade. Il suffit de lire la rubrique des faits divers dans la presse pour s'en rendre compte. Probablement d'ailleurs, le

comportement de quelques jeunes n'est-il, dans une certaine mesure, que le reflet de notre société. Mais ce n'est pas là une bonne excuse. En effet, même si nous parvenons à relever le niveau de vie de notre population, même si nous assurons le fonctionnement de nos institutions démocratiques, même si nous maintenons la paix et la stabilité dans notre pays, la société apaisée et prospère que nous voulons construire sera minée de l'intérieur si ces avancées ne sont pas accompagnées par un progrès de la moralité publique.

C'est pourquoi je vous exhorte, vous les jeunes, à adopter un comportement moral exemplaire et responsable. J'invite instamment vos parents à assumer leurs responsabilités et à vous conduire dans cette voie. Le civisme, on ne le dira jamais assez, est le fondement de toute société. Nos églises, nos temples et nos mosquées doivent redevenir de vraies écoles de civisme, de rigueur et de moralité.

Avant de conclure, je souhaite que nous ayons tous une pensée émue pour Kouokam Géraldine, élève de l'école évangélique de Mbanga, décédée il y a quelques jours en pleine cérémonie de lancement de la Semaine de la Jeunesse.

Chers jeunes compatriotes,

Vous êtes l'avenir de notre Nation. Vous portez tous nos espoirs. Soyez à la hauteur des ambitions que nous plaçons en vous.

Bonne Fête de la Jeunesse à toutes et à tous.

Vive la jeunesse camerounaise !

Vive le Cameroun !